

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Membre de la Compagnie de Versailles

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

TUILLET AUDIT
Membre de la Compagnie de Paris

160, boulevard Haussmann
75008 Paris

EPIDE

ETABLISSEMENT PUBLIC D'INSERTION DE LA DEFENSE

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

SIEGE SOCIAL :
40, RUE GABRIEL CRIE
92240 MALAKOFF

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2012

EPIDE
Etablissement Public d'Insertion de la Défense
Siège social : 40, rue Gabriel Crié 92240 Malakoff

Aux autorités de tutelle,
Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Madame le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'EPIDE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Estimations comptables

Comme précisé dans la note I-3 "Principes et méthodes comptables d'évaluation (options, dérogations, exceptions)" de l'annexe, votre établissement constitue des provisions pour risques et charges concernant notamment les provisions pour allocations chômage, et les provisions pour primes à verser aux volontaires. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'établissement décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Paris-La Défense et Paris, le 12 juin 2013

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles



BRUNO GERARD
Associé

TUILLET AUDIT
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



BRIGITTE VAIRA-BETTENCOURT
Associée

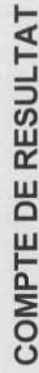
Comptes annuels au 31 décembre 2012

EPIDE
Etablissement Public d'Insertion de la Défense
Siège social : 40, rue Gabriel Cré 92240 Malakoff

ACTIF				PASSIF			
Intitulé	EXERCICE 2012			EXERCICE 2011	Intitulé	EXERCICE 2012	EXERCICE 2011
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET				
ACTIF IMMOBILISE					CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles :					Capital :		
201 Frais d'établissement				35 799.60	1021 Dotation		
203 Frais de recherche et de développement	121 635.29	99 919.99	21 715.30	319 274.99	1022 Complément de dotation (état)		
205 Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	1 113 181.44	871 512.69	241 668.75		1023 Complément de dotation (organismes autres que l'état)		
206/208 Autres immobilisations incorporelles					1033 Autres compléments de dotation		
232 Immobilisations incorporelles en cours	100 231.26		100 231.26	64 763.40	1035 Dons et legs en capital	48 504 169.59	53 084 169.59
237 Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					1027 Affectation		
					105 Ecart de réévaluation		
Immobilisations corporelles :					Réserves :		
211 Terrains	22 238 432.28		22 238 432.28	27 077 853.66			
213 Constructions	21 802 261.66	3 317 792.17	18 484 469.49	16 111 428.15	1062 Réserves facultatives	7 468 465.97	7 468 465.97
215 Installations techniques, matériels et outillages	1 965 262.64	782 655.73	1 182 606.91	1 191 103.93	1064 Réserves réglementées		
212/216					1068 Autres réserves		
ET 218 Autres immobilisations corporelles	13 720 177.47	6 782 956.91	6 937 220.56	5 514 212.55	1069 Dépréciation de l'actif		
231 Immobilisations corporelles en cours	1 321 386.08		1 321 386.08	1 028 542.04	11 Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)	27 597 369.91	24 184 693.31
238 Avances et acomptes sur commandes d'immobilisations corporelles					12 Résultat net de l'exercice (bénéfice ou perte)	-2 265 900.62	3 455 863.34
					Situation nette		
Immobilisations financières :					13 Subventions d'investissement	948 851.12	367 432.57
26 Participations et créances rattachées à des participations	12 565 642.00		12 565 642.00	12 565 642.00			
271/272 Autres titres immobilisés							
274 Prêts							
275/277 Autres créances immobilisées	1 276 390.04		1 276 390.04	1 258 876.28			
Total I	76 224 600.16	11 854 837.49	64 369 762.67	65 167 496.60	Total I	82 252 955.97	88 560 624.78

ACTIF				PASSIF		
Intitulé	EXERCICE 2012		EXERCICE 2011	Intitulé	EXERCICE 2012	EXERCICE 2011
	BRUT	Amortissements et Provisions				
				PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en cours :				151 Provisions pour risques	2 347 153.47	2 105 379.38
31 / 32 Matières premières				157 Provisions pour charges	182 000.00	
33 / 34 En cours de production				158 Provisions pour travaux		
35 Produits intermédiaires, résiduels et finis				2966 Provisions pour dépréciation des participations		
37 Marchandises (à revendre en l'état)				Total II	2 529 153.47	2 105 379.38
				DETTES		
Créances d'exploitation :				Dettes financières :		
4091 Av versée sur comm	8 539 256.75		10 200 862.03	161 Emprunts obligataires		
41 Créances résultant de ventes ou de prestations				164 Emprunts sur contrats		
et services et comptes rattachés (sauf 4191)				167 Avances de l'Etat et des collectivités publiques		
42 / 43 Autres créances d'exploitation (sauf 486)			10 348.82	165/168 Emprunts et dettes financiers divers		
ET 44/46 Créances diverses	4 719 369.77		2 903 829.53	4191 Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
ET 47/48	19 306.86		19 306.86	Dettes d'exploitation :		
486 Charges constatées d' avance				40 Dettes sur achats ou prestations de services et comptes rattachés	4 251 799.23	6 862 341.37
Trésorerie :				42/43 / 44 Dettes fiscales d'exploitation, dettes sociales et dettes assimilées (sauf 444)	913 298.01	556 187.48
50 Valeurs mobilières de placement	16 021 127.39		16 021 127.39			
51 / 53 Disponibilités				40/45/46 Autres dettes d'exploitation (sauf 487) et dettes diverses	2 185 331.40	1 881 214.62
ET 575 Virements internes de fonds (éventuellement)				ET 47/48	450.50	
54 Régies d'avances et accreditifs	54 693.14		66 688.54			

ACTIF				PASSIF		
Intitulé	EXERCICE 2012		EXERCICE 2011	Intitulé	EXERCICE 2012	EXERCICE 2011
	BRUT	Amortissements et Provisions				
Total II	29 353 753.91		36 798 251.03		1 590 528.00	2 000 000.00
481 Charges à répartir sur plusieurs exercices				487 Produits constatés d'avance à plus d'un an		
Total III				487 Produits constatés d'avance à moins d'un an		
				Total III	8 941 407.14	11 299 743.47
169 Primes de remboursement des obligations				477 Ecart de conversion - passif		
Total IV				Total IV		
476 Ecart de conversion - Actif						
Total V						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	105 578 354.07	11 854 837.49	101 965 747.63	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	93 723 516.58	101 965 747.63

[illegible]

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES		PRODUITS	
Intitulé	EXERCICE 2012	Intitulé	EXERCICE 2011
	Totaux partiels		Totaux partiels
615 Travaux d'entretien et de réparations	2 617 897.87	708 Produits des activités annexes (- 7098)	-122 388.22
616 Primes d'assurance	209 132.09	75 Autres produits de gestion courante (sauf produits sur conventions et autres ressources affectées et produits spécifiques)	43 993.37
617 Etudes et recherches	153 541.86	755 Produits sur conventions et autres ressources affectées (détail facultatif)	
618 Documentation	803 585.80	757 Produits spécifiques	
622 Rémunération d'intermédiaires et honoraires	286 676.69	PRODUITS FINANCIERS	311 750.87
623 Publicité, information, publication	849 944.42		
624 Transports de biens et transports collectifs du personnel	677 286.24		
625 Déplacements, missions et réceptions	438 983.27		
626 Frais postaux et frais de télécommunication	42.00		
627 Services bancaires	8 502 818.60		
628 Charges externes diverses			
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	3 227 360.78		260 344.34
631/633 Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	3 217 777.69	761 Produits de participation	205 429.07
635/637 Autres impôts, taxes et versements assimilés	9 583.09	762 Produits des autres immobilisations financières	
CHARGES DE PERSONNEL	28 789 150.82	763 Revenus des autres créances	
641 Rémunération du personnel	28 776 722.09	764 Revenus des valeurs mobilières de placement	
642 Rémunération du personnel		765 Escomptes obtenus	
643 Rémunération du personnel		766/79 Reprises sur provisions et transferts de charges	
644 Rémunération du personnel	-2 657.57	766 Différences positives de change	
648 Rémunération du personnel	15 086.30	768 Autres produits financiers	54 915.27
646 Charges de sécurité sociale et de prévoyance		767 Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	9 703 738.12		
2010 sans compte 606 = 8 003 145 €			
645 Rémunérations diverses	9 313 448.29	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 108 682.52
647 Autres charges sociales	390 289.83		327 911.01

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES		PRODUITS	
Intitulé	EXERCICE 2012	Intitulé	EXERCICE 2011
	Totaux partiels		Totaux partiels
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (CH. CALC.)	3 422 350.14	Sur opérations de gestion :	50 509.18
6811 Sur immobilisations : dotations aux amortissements		771 Produits exceptionnels sur opérations de l'exercice	17 581.74
6812 Sur charges a repartir : dotations aux amortissements	2 821 996.05	774 Produits exceptionnels sur opérations des exercices antérieurs	
6813 Sur immobilisations : dotations aux provisions		Sur opérations en capital :	
6814 Sur actif circulant : dotations aux provisions		775 Produits des cessions d'éléments d'actif	958 500.00
6815 Pour risques et charges : dotations aux provisions	600 354.09	777 Subventions d'investissements virées aux résultats de l'exercice	99 673.34
6816 pour dépréciation immo incorporelles et corporelles		778 Autres produits sur opérations en capital	65 810.27
AUTRES CHARGES :	7 970 865.06	787 Reprises sur provisions	244 519.00
2010 sans compte 606 = 8 003 145			
605 Achats de matériels			
(compte paramétré en conso de l'ex à compter de 2011)			
606 Achats d'approv. non stockés (4 709 656 € /2010)			
(compte paramétré en conso de l'ex à compter de 2011)			
65 Autres charges de gestion courante (sauf charges sur conventions et autres ressources affectées et le cas échéant charges spécifiques)	64 163.49		
655 Charges sur conventions et autres ressources affectées			
657 Charges spécifiques volontaires	7 906 701.57		
CHARGES FINANCIERES :			
686 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges financières) (charges calculées)			
661 Charges d'intérêt			

COMPTE DE RESULTAT

CHARGES		PRODUITS	
Intitulé	EXERCICE 2012	Intitulé	EXERCICE 2011
	Totaux partiels		Totaux partiels
666 Différences négatives de change			
667 Charge nette sur cession de valeurs mobilières de placement			
668 Autres charges financières			
CHARGES EXCEPTIONNELLES (sur opérations de gestion)	3 241 034.75		34 621.23
671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice	1 071 854.11		34 621.23
674 Charges exceptionnelles sur opérations des exercices antérieurs			
Sur opérations en capital :			
675 Valeurs comptables des éléments actifs cédés	2 169 180.64		
678 Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (charges calculées)	182 423.45		
687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionnelles)	182 423.45		
695 Impôts sur les bénéfices			
(paramétrage en conso de l'ex à compter de 2011)			
(paramétrage en conso de l'ex à compter de 2011)			
Solde créditeur : BENEFICE		Solde débiteur : PERTE	2 265 900.62
TOTAL GENERAL :	86 440 925.70	TOTAL GENERAL :	86 440 925.70
			84 340 515.23

Annexe aux comptes annuels 2012

I- Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'EPIDE au titre de l'exercice clos le 31/12/2012 sont établis conformément à l'instruction 08-031-M9 du 24 décembre 2008 et aux dispositions du règlement du Comité de réglementation comptable (CRC) n° 99-02 du 29 avril 1999, relatif aux sociétés commerciales et entreprises publiques.

L'EPIDE s'inscrit depuis 2010 dans la démarche de certification des comptes, conformément aux principes énoncés dans la circulaire du 26 mars 2010.

I-1) Faits caractéristiques

L'EPIDE poursuit sa démarche de maîtrise des risques comptables et financiers. En 2012 le plan d'actions présenté en 2011 au conseil d'administration a donné lieu à un suivi dont le résultat sera présenté avec la nouvelle cartographie des risques qui sera formalisée en 2013.

Parmi les faits marquants de l'exercice, il convient de signaler tout particulièrement les travaux de réhabilitation et de restructuration des centres de Strasbourg et Compiègne ainsi que la mise en œuvre du plan Rhône Alpes avec la fermeture de trois centres (Autrans, Burdignin et Saint Clément les Places) et l'ouverture d'un centre à Lyon Meyzieu.

Par ailleurs, conformément à la loi Ciotti du 26 décembre 2011, l'Epide a accueilli en 2012 des volontaires juniors, mission pour laquelle il aurait dû recevoir 8 M€ de financement. A ce jour, le montant perçu s'élève à 4M€

Les comptes 2012 de l'Epide intègrent les subventions versée par la Ville de Belfort (0,8 M€) finançant une partie des travaux des centres de Belfort et de Lyon Meyzieu. En revanche, les subventions attendues du Territoire de Belfort (1,1 M€) et de la région Rhône Alpes (0,1 M€), attribuées en 2012 mais non encore versées au 7/03/2013 ont été enregistrées en ressources affectées. Le reversement de ces subventions à la société 2IDE sera effectué sur l'exercice 2013.

Les opérations de restitution relatives au décret 2012-65 du 4 mai 2012 portant retrait d'apport concernant des immeubles domaniaux au profit de l'Epide pour les sites d'Orcines, Fréjus Ollainville et Ambronay sont également comptabilisées en 2012 .

I-2) Comparabilité des comptes

L'établissement n'a pas procédé à des changements de méthode comptable au cours de l'exercice 2012.

I-3) Principes et méthodes comptables d'évaluation (options, dérogations, exceptions)

L'EPIDE retient comme principes d'évaluation de ses actifs, dettes, charges et produits, les principes comptables fondamentaux tels que les principes de prudence, de sincérité, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes afin de fournir une image fidèle de son activité et de son patrimoine.

L'annexe forme avec les documents de synthèse (bilan et compte de résultat) un tout indissociable. Conformément à l'instruction 08-031-M9 du 24/12/2008, définissant les règles relatives à l'établissement de l'annexe des établissements publics nationaux (EPN), les aspects méthodologiques qui sous tendent la compréhension du compte financier produit par l'agence comptable sont développés ici.

Les points qui suivent ont pour objet d'éclairer la lecture des comptes annuels. Y sont notamment exposées les règles et méthodes de valorisation des différents postes de l'actif, du passif et de certains flux économiques d'importance significative de la période écoulée.

1.3.1- Immobilisations

Une immobilisation est un bien (immobilisation corporelle) ou un service (immobilisation incorporelle) qui ne se consomme pas au cours du processus de production de services. Son utilisation procure des avantages économiques pendant un temps donné, déterminable ou non (terrains).

Typologie

Les immobilisations de l'EPIDE sont de trois types.

Il est fait une distinction entre :

- les immobilisations incorporelles (licences, logiciels, frais de développement incorporables tels que les études de faisabilité).*
- les immobilisations corporelles (terrains, travaux d'une valeur unitaire supérieure à 5 000 € hors taxes, et matériels ou lots de valeur unitaire supérieure ou égale à 500 € hors taxes).*
- les immobilisations financières, ces derniers actifs ne faisant pas l'objet d'un amortissement.*

Valorisation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût historique toutes taxes comprises, l'établissement n'étant pas assujéti à la TVA.

La durée de vie de chaque type d'immobilisation est définie par décision validée par le conseil d'administration de l'établissement.

1.3.2- Amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations

Les modes d'amortissement et les provisions (charges constatées) sont détaillés dans les paragraphes qui suivent.

1.3.2.1- Amortissements

L'amortissement du matériel est pratiqué selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie pré-établie définie par décision du conseil d'administration. Lorsque les immobilisations sont mises en service en cours d'exercice, un prorata temporis en jours est appliqué à l'annuité complète d'amortissement.

Selon la délibération du 12/02/2008, les durées retenues pour l'amortissement des immobilisations sont les suivantes.

Tableau * - Durées d'amortissement des immobilisations

Type d'immobilisation	Famille d'immobilisation Nature	Compte	Durée de vie*	Coefficient (annuité)
Incorporelles	Frais d'établissement (1)	201	5 ans	0,20
	Frais de recherche et développement (1)	203	5 ans	0,20
	Concessions brevets licences – logiciels (1)	205	3ans	0,33
Corporelles	Terrains (2)	21118	Sans objet	Sans objet
	Constructions	21318	25 ans	0,04
	Installations générales, agencements, aménagement des constructions (3)	21358	20 ans	0,05
	Installations techniques (gros travaux infra/cablage) matériel industriel (3)	2153 2154 2181	10 ans	0,10
	Autres immobilisations corporelles (1) (5) (6) (7)	2155	5 ans	0,20
		2182	-	
		2183	idem	
		2184	-	
		2188	-	
Financières	Immobilisations financières	26	Sans objet	Sans objet

Conforme au tableau 8 de 2008 intitulé « Politique d'immobilisation »

(1) Les biens d'une valeur unitaire inférieure à **500 € HT** seront comptabilisés en **charges** de l'exercice

(2) Biens non amortissables

(3) Les travaux destinés à remettre en état les diverses immobilisations essentiellement les terrains et les bâtiments sont à immobiliser s'ils atteignent un seuil de signification fixé à **5 000 € HT**

(4) Les travaux qui ont pour effet une amélioration ou une addition d'éléments entraînant par la même occasion un accroissement de la valeur des immobilisations sont à immobiliser

- (5) S'il s'agit de dépenses relatives à de l'outillage ou à du matériel pédagogique, la durée d'amortissement est fixée à 5 ans
- (6) Seul le mobilier neuf sera amorti. Par ailleurs la limite de 500 € HT concernant le mobilier de bureau ne peut s'appliquer que lorsque les achats sont effectués en petit nombre et découlent d'un renouvellement courant du mobilier installé.
- (7) Pour l'application du seuil fiscal de 500 € HT, on considère l'ensemble: écran, clavier, unité centrale.

L'EPIDE n'applique pas actuellement la méthode de comptabilisation par composants, comme le demande l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006, faute de disposer d'un outil informatique permettant cette approche. Une étude comparative entre la comptabilisation actuelle et la comptabilisation par composants faite sur l'exercice 2010 fait apparaître une différence du montant d'amortissement de l'ordre de 0,3 M€, impact sur le résultat considéré comme non significatif. Le groupe de travail mis en place en 2012 dans lequel sont associés les commissaires aux comptes suit la mise en place de la méthode par composants prévue au plus tard pour fin d'année 2013. Le conseil d'administration s'est d'ailleurs prononcé sur le découpage des actifs en composants et sur les durées d'amortissements associées, lors de sa séance du 23 novembre 2012 :

- Structure (murs, murs de soutènement, fondations)50 ans
- Couverture, charpente, façade, ravalement.....30 ans
- Agencements, aménagement intérieur ; peinture, sol10 ans
- Installations générales et techniques (hors ascenseur et courants faibles)20 ans
- Ascenseurs, moyens de levage, courants faibles20 ans
- Gros entretien.....15 ans

1.3.2.2- Dépréciation des immobilisations

Lorsqu'il existe un indice de dépréciation d'un actif, que cet indice soit externe ou interne à l'établissement, il est procédé à un test de dépréciation.

Celui-ci met en regard la valeur actuelle de l'actif et sa valeur nette comptable.

Origines d'une dépréciation : rappel méthodologique

Les causes de dépréciation sont soit externes soit internes.

Causes internes :

- *Usure, obsolescence de l'actif immobilisé (changement technique ou restructuration)*
- *Constatation d'une performance inférieure à la performance prévue*
- *Constat d'un sinistre changeant la valeur de marché de l'immeuble*

Causes externes :

- *Baisse de la valeur de marché (par exemple marchande).*

Implications comptables réglementaires.

Lorsqu'une dépréciation d'actif est constatée (valeur actuelle – vénale ou d'usage - inférieure à la valeur nette comptable), il est procédé à une dépréciation pour comptabiliser le bien à sa valeur actuelle.

Situation spécifique de l'établissement

L'établissement dispose de biens immobiliers (terrains non amortissables et constructions provenant d'affectation par décrets 2009-1215 ; 2009-310 ; 2008-1257 ; 2007-1471 ; 2006-1485 ; 2006-381).

Les valeurs brutes comptabilisées correspondent au montant stipulé dans les décrets d'apport, justifié par l'estimation de France Domaine à cette date. Les estimations de France Domaine intervenant ultérieurement et acceptées par l'Etablissement font l'objet d'une comptabilisation de dépréciation si le nouveau montant est inférieur.

1.3.3- Provisions pour risques

Les provisions sont constituées selon le principe de prudence en prenant en compte le caractère probable ou avéré de charges à venir.

Sont détaillées infra les modes de détermination des provisions relatives aux risques et charges. Comptablement, les dotations et reprises sur provisions sont compensées et enregistrées en net.

1.3.3.1- Provisions pour contentieux

Ces provisions sont essentiellement constituées afin de faire face aux frais et indemnités relatives aux litiges entre :

- *l'établissement et ses salariés ou ex-salariés ou d'autres affaires relevant du contentieux administratif ;*
- *l'établissement et certains fournisseurs ;*
- *le cas échéant, du contentieux administratif pouvant exister entre l'EPIDE et des volontaires ou leurs ayant-droits.*

Le risque à couvrir consiste dans l'éventualité d'une condamnation de l'établissement par le tribunal administratif.

Compte tenu des délais de traitement par les juridictions compétentes, l'EPIDE réalise par son service juridique parfois accompagné d'avocats spécialisés, au cas par cas, l'estimation des sommes réclamées par les requérants.

Selon l'étude technique et jurisprudentielle des dossiers, la probabilité d'indemnisation est estimée et une provision constituée jusqu'au rendu des conclusions des tribunaux.

En 2012, les provisions sur anciens litiges ont été reprises à hauteur de 0,29 M€ alors que les nouvelles provisions, principalement liées à des litiges avec le personnel, atteignent 0,23 M€.

1.3.3.2- Provisions pour allocations chômage

Les allocations chômage sont provisionnées en cas de départ volontaire ou non de l'agent sur la base des droits à indemnisation calculés selon la convention de gestion N°130 du 15 janvier 2007 signée entre l'EPIDE et l'UNEDIC.

Cette convention prévoit une indemnisation des agents sur la durée effectivement passée au sein de l'établissement. La durée totale d'indemnisation est de 24 mois au maximum.

Les provisions au 31/12/2012 correspondent à la somme des droits acquis non payés et proratisés, pour les 28 derniers mois précédant la clôture, soit du 1^{er} septembre 2010 au 31 décembre 2012.

La méthode de provisionnement des allocations chômages a été affinée en 2011 pour tenir compte des statistiques réelles de paiements observées sur les années 2007-2011. La provision 2012 a été calculée de la façon suivante.

- *dans le cas de départ de salariés à leur propre initiative, 20% du montant total maximal des indemnités est provisionné (le montant est « maximal » si tous les salariés bénéficient des indemnités) ;*
- *dans le cas de départ à l'initiative de l'EPIDE, la provision est de 80% du montant total maximal d'indemnités (le montant est « maximal » si tous les salariés bénéficient des indemnités) ;*

Ce mode de calcul a entraîné la constitution d'une provision sur l'exercice 2012 de 1,4 M€, contre 1 M€ en 2011. La forte variation enregistrée en 2012 trouve son origine dans les licenciements qui ont accompagné le plan Rhône Alpes".

1.3.3- Provisions pour charges – Primes capitalisées à verser aux volontaires

Le contrat de volontariat à l'insertion prévoit, en fin de contrat, le versement d'une prime capitalisée, attribuée au volontaire inséré ou en fin de contrat.

Le montant des primes capitalisées défini pour l'établissement par décision de la direction générale est fixé à 90 € par mois, sur la durée passée dans l'établissement avant la sortie du volontaire

Une modélisation économique de la production des services de l'établissement a été réalisée. Il s'agit d'un modèle statistique auto-régressif, testé au niveau national depuis 2009. Cette représentation de l'activité, réalisée en interne, permet de d'évaluer le nombre de sorties de volontaires d'une année donnée par rapport aux flux de recrutement des années n-2, n-1, et n. Il est à noter que les contrats successifs sont limités à 24 mois, soit deux années complètes au maximum.

Ce modèle est affiné chaque année afin de déterminer un pourcentage plus précis d'ayants droits au versement de la prime, ce qui a entraîné un changement d'estimation. Au vu des éléments étudiés, il en résulte que 65% des volontaires présents au 31/12/2012 sont susceptibles de percevoir une prime en 2013 en fonction du nombre de mois effectués au sein de l'établissement. En 2012, la provision a fait l'objet d'une reprise pour un montant de 0,1 M€.

1.3.4- Stocks

L'instruction codificatrice n°02-038-M91 du 30 avril 2002 portant réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif - Tome 3 - volumes 1 et 2 « Comptabilité » indique, (p. 118) que « les stocks et productions en cours sont définis comme l'ensemble des biens ou de services qui interviennent dans le cycle d'exploitation de l'établissement pour être, soit vendus en l'état, ou au terme d'un processus de production à venir ou en cours, soit consommés au premier usage ».

Au sens de la réglementation applicable aux EPA, les articles conservés en magasin d'habillement largement réutilisés, sont ainsi comptabilisés en charges (achats non stockés).

L'instruction codificatrice M91 tome II -chapitre 3 « Nomenclature des comptes » indique que les vêtements de travail sont comptabilisables dans le compte 606 -Achats non stockés de matières et fournitures.

Plus précisément, il s'agit du compte 6065 - linge et vêtements de travail. (cf. Inst. M91 p. 56).

D'autre part, les fournitures administratives et de bureau qui peuvent être acquises en prévision des consommations courantes font quant à eux l'inscription dans les comptes 6063 – Fournitures d'entretien de petit équipement et 6064 - Fournitures administratives.

Ainsi, il n'est donc pas utilisé de compte de stocks à l'actif de l'établissement. Le suivi physique et financier au coût d'acquisition unitaire moyen pondéré de ces articles d'usage courant est donc extra comptable.

1.3.5- Produits d'exploitation

1.3.5.1-Subventions du Fonds Social Européen – FSE

Les subventions d'exploitation constituent l'essentiel des produits de l'établissement.

Par convention, l'EPIDE reçoit en contrepartie de dépenses à caractère éligible des subventions du Fonds Social Européen. Les dépenses éligibles à une prise en charge par le FSE font l'objet d'une ouverture de droits et de versements échelonnés dans le temps, venant abonder les ressources d'exploitation.

Les droits sont acquis sur la base de dépenses effectivement réalisées au titre d'un exercice donné, dûment justifiées.

Le versement de ces subventions s'effectue, quant à lui, sur la base d'un bilan des dépenses éligibles effectivement réalisées permettant lors d'un premier contrôle de la DGEFP la détermination du service fait (Certificat de Service Fait – CSF). Ces versements s'effectuent sous la forme d'un acompte, puis d'un solde (reliquat par rapport aux droits acquis).

Au cours d'un exercice n, plusieurs versements peuvent survenir au titre de plusieurs exercices (acompte de l'exercice n-1, solde n-2).

La convention de versement permet l'inscription au compte au Trésor des sommes correspondantes en contrepartie d'un produit.

Le suivi des droits acquis, encaissements et produits à recevoir est détaillé dans un tableau spécifique dédié au suivi du FSE. Les montants budgétisés correspondent au montant des charges éligibles prévues et validées par le conseil d'administration.

Les droits acquis au titre de l'exercice en cours sont inscrits en produits à recevoir en fin d'exercice.

Sur l'exercice, sont donc inscrits les montants correspondant aux dépenses 2012 constatées en produits pour 10 M€, (certificat du service fait -CSF- à réaliser ultérieurement). Ces sommes seront perçues en 2013 en deux fois, une avance versée en janvier 2013 et le solde en fin d'année.

Sur l'exercice, l'établissement a perçu 8 M€ des produits de l'exercice 2011, le solde de 2M€ étant quant à lui perçu en janvier 2013.

Concernant la subvention 2012, 1,5 M€ ont été perçu courant d'année, le solde de 8,5 M€ devant être versé au cours du 2^{ème} trimestre 2013.

Suite au contrôle de la Commission Internationale de Contrôle sur les fonds européens, l'Epide a reversé 0,06 M€ au titre des années vérifiées (2007 à 2009).

1.3.5.1-Subventions en provenance des ministères

Les subventions sont versées par deux ministères de tutelle, le ministère de l'emploi à hauteur de 47 M€ et le ministère de la ville à hauteur de 23,7M€.

Cette année, ces subventions englobent les 2M€ versés par chacun des ministères pour la mise en œuvre de l'accueil au volontaires juniors dans le cadre de la loi Ciotti.

A ce titre, Il a été également constaté en en hors bilan les engagements des ministères de la justice et de la défense à hauteur de 1M€ chacun.

II) Notes relatives aux postes du bilan

II-1) Actif immobilisé

Suite à l'acquisition du module de suivi des immobilisations en 2011, l'inventaire comptable et l'inventaire physique sont tenus dans Immonet. L'année 2012 a permis d'effectuer un rapprochement entre l'inventaire comptable et l'inventaire physique, ce qui permet de faire un inventaire exhaustif des biens en service dans chaque centre.

2.1.1) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût historique avec un amortissement linéaire à partir de la date de mise en service tel que défini plus haut. D'une valeur globale 1,1 M€ en balance d'entrée, elles ont augmenté 0,1 M€ suite à des acquisitions de logiciels et de progiciels. Au 31 décembre 2012, leur valeur brute s'élève 1,2 M€.

2.1.2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique. Elles sont amorties selon le mode linéaire à partir de leur date de mise en service selon les règles définies plus haut (section 1.3.2.1).

Au 31 décembre 2012, le montant total des immobilisations corporelles s'élève à 59,7 M€ et se décompose ainsi :

- 44 M€ pour les bâtiments et terrains, les sorties sur l'exercice sont constatées pour 7,5 M€. Avec une sortie par décret pour 4,6 M€, les réformes, vols, fermetures de centres pour 0,5 M€ et la cession partielle de Bordeaux pour 2,4 M€.*
- 0,6 M€ pour les installations spécifiques*
- 1,4 M€ pour le matériel et outillage*
- 5 M€ pour les installations générales (bâtiments en location)*
- 0,7 M€ pour le matériel de transport.*
- 8 M€ pour le matériel et mobilier.*

Les différents mouvements de l'exercice 2012 sont retracés dans le tableau 1 des immobilisations.

2.1.3) Immobilisations en cours

Pour une plus grande lisibilité des immobilisations incorporelles et corporelles l'établissement distingue dans sa comptabilité les immobilisations qui ne sont pas mises en service au 31 décembre au poste « immobilisations en cours ». Une fois le bien mis en service, les encours sont transférés au poste des immobilisations concernées. Le solde du compte des immobilisations en cours est de 1,4 M€.

Il résulte comme biens non mis en service au 31 décembre 2012:

- Les travaux au centre de Strasbourg : 0,8 M€*
- Les travaux dans divers centres (Bourges, Brétigny, Marseille, Saint Quentin) : 0,5 M€*
- Les développements informatiques du siège (marché BDVI) : 0,1 M€*

2.1.4) Immobilisations financières

Le montant des participations financières demeure à 12,5 M€. Il correspond aux parts de capital détenu dans la société 2IDE.

Le montant des dépôts de garantie s'élève à 1,3 M€, soit 1 M€ au titre des loyers et 0,3 M€ au titre de l'UNEDIC (0,2 M€ pour la part concernant les salariés de l'EPIDE au titre de la convention UNEDIC et 0,1 M€ pour les CAE/Défense). Le montant versé au titre de la convention signée avec le MiNDEF sera reversé en fin de convention.

II-2) Amortissement et dépréciations des immobilisations

2.2.1) Amortissements

Les amortissements comptabilisés s'élevaient à 9,7 M€ en 2011. Ce chiffre a été abondé de la dotation aux amortissements pratiquée en 2012 à hauteur de 3 M€ et diminué des reprises sur amortissements suite aux cessions ou corrections. Le montant des amortissements comptabilisés s'élève 11,8 M€ à la clôture de l'exercice.

Le tableau 2 des amortissements, qui figure en annexe, retrace les mouvements pour chaque catégorie d'immobilisations.

2.2.2) Dépréciations

En 2012 aucune dépréciation n'a été constatée.

- 3,5M€ représentant 2 titres à recouvrer FSE, l'un de 2 M€ au titre des dépenses 2011 et l'autre de 1,5M€ au titre de l'avance pour les dépenses 2012, tous deux perçus en janvier 2013.

II-5) Disponibilités et Valeurs mobilières de placement

Le solde de trésorerie s'élève au 31 décembre 2012 à 16,02 M€. Il convient de prendre aussi en compte le total des régies de 0,05 M€, ce qui porte les disponibilités totales à 16,07 M€.

Etablissement public national, l'EPIDE ne peut pas placer librement sa trésorerie, ses placements sont réglementés et doivent être effectués sur des produits n'encourant aucun risque.

Tout au long de l'exercice comptable, des placements (17 M€) et des remboursements (38 M€ dont 21 M€ placés en 2011) ont été réalisés en fonction de l'exécution budgétaire des dépenses et de l'encaissement des subventions. Ces placements ont permis un gain financier de 0,05 M€ comptabilisés en produits financiers.

Contrairement aux autres années, le placement de la trésorerie en compte à terme n'a pas été possible à compter du mois de juillet 2012 compte tenu de la rémunération nulle des placements.

II-3) Stocks et en-cours

L'EPIDE ne comptabilise pas d'achats stockés pour les vêtements de travail enregistrés directement en charges (les articles non immédiatement consommés sur place font l'objet d'un suivi extra comptable afin d'en optimiser la consommation). Il en est de même pour les fournitures d'entretien.

II-4) Créances

Conformément au tableau n° 4 annexé, les créances s'élèvent à 13,3 M€, dont :

- 8.5 M€ de produits à recevoir, recettes attendues du Fonds social européen au titre de 2012.*
- 1.1 M€ de subvention à venir du territoire de Belfort*

La prise en charge en ressource affectée de la convention signée en 2012 constate les obligations réciproques entre l'EPIDE et le département du Territoire de Belfort. L'EPIDE s'engage à faire utiliser la subvention accordée pour la réalisation du centre EPIDE de Belfort.

L'Epide n'étant pas propriétaire du site, l'Epide est autorisée à reverser ces fonds à la société 2IDE.

Pour le versement de la subvention par le Territoire de Belfort, L'EPIDE devra fournir la liste des documents énumérés dans la convention. et produire durant la période de versement de la subvention un compte rendu financier de la maîtrise d'ouvrage propre à l'opération.

- 0,1M€ de subvention à venir de la région Rhône Alpes.*

La prise en charge de la convention en ressource affectée constate les obligations réciproques entre l'EPIDE et le Conseil régional Rhône Alpes. L'EPIDE s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à répondre à toute demande d'information et d'accès aux documents relatifs au suivi financier ainsi qu'aux pièces justificatives l'EPIDE devra porter à la connaissance de la Région tout changement dans la situation juridique et s'engage à mentionner l'aide dans tous les supports d'information et de communication.

Sur la base d'une convention signée en 2012 l'EPIDE reversera à 2IDE les 0.8M€ perçu de la ville de Belfort et les 1.1M€ après versement du Territoire de Belfort. En contrepartie l'EPIDE bénéficiera d'une réduction des loyers pour le centre de Belfort. Une convention sera signée dans les mêmes termes pour le reversement de la subvention du Conseil régional Rhône Alpes.

II-6) Fonds propres

Les fonds propres s'élèvent à 82 M€ au 31 décembre 2012.

Le montant des dotations (dons et legs en capital) est de 48,5 M€.

Elles sont rattachées aux biens suivants :

- terrain bâtiments pour 34,9 M€
- véhicules pour 0,9 M€
- biens transférés/participations 2IDE pour 12,7 M€.

Les réserves s'élèvent à 7,5 M€ : elles sont constituées à partir de l'affectation des résultats des exercices 2005 et 2006 pour respectivement 3,1 M€ et 4,4 M€.

Au 31 décembre 2012, le compte de report à nouveau créditeur s'élève à 27,6 M€.

Le résultat de l'exercice 2012 est négatif de - 2,3 M€ et viendra diminuer d'autant le report à nouveau sur l'exercice 2013.

en K€		31/12/2011	Affectation	Mouvements	Corrections	31/12/2012
	Dons et legs					
1035	en cap.	53 084,17		- 4 580,00		48 504,17
106	Réserves	7 468,47				7 468,47
110	Report a nouveau	24 184,69	3 455,86		- 43,19	27 597,37
	Cnes et group	283,03	628,00			911,03
1317	Autres organismes	109,94	58,82			168,76
13181	Prod vers libé TA	146,08				146,08
	Subv invest	-				-
13914	insc re	120,71	- 36,81		- 0,29	157,81
	Subv invest	-				-
13917	insc re	17,35	- 32,71		- 5,60	55,66
	Subv invest	-				-
139181	insc re	33,57	- 30,15		0,17	63,55
Résultat		3 455,00			-	2 265,90
Total Fonds Propres		88 559,76				82 252,96

II-7) Réserves

Aucune réserve n'a été constituée en 2012.

II-8) Provisions réglementées

Sans objet.

II-9) Provisions

Des provisions sont constituées lorsque des événements à caractère probable peuvent constituer des obligations de l'établissement vis-à-vis de tiers.

Quatre types de provisions ont été constitués :

- une provision pour litiges et contentieux pour faire face aux litiges avec des tiers. Elle totalise un montant de 0,3 M€ au 31 décembre 2012.*
- une provision pour constater les primes dues aux volontaires lors de leur départ de l'EPIDE : elle s'élevait à 0,7 M€ à la fin de l'exercice précédent. Elle a été ajustée en 2012, son montant s'élève à 0,6 M€ au 31/12/2012.*
- une provision pour couvrir les risques d'allocations de chômage à verser aux salariés quittant l'EPIDE. Elle a fait l'objet d'un abondement, la portant à 1,4 M€.*
- une provision a été constituée à hauteur de 0,2 M€ pour faire face à la remise en état du site d'Autrans après sa fermeture au 15 décembre 2012.*

Les mouvements ayant touché les provisions sont retracés dans un tableau n°3 annexé.

II-10) Emprunts et dettes

L'EPIDE n'a pas recours à l'emprunt pour financer ses activités et n'a pas de dette à long terme. Quant aux dettes à court terme, elles sont retracées en II-11.

II-11) Echéance des dettes

Les dettes à court terme, constatées sur les comptes de tiers s'élèvent à 8.9 M€

Les autres dettes correspondent aux mandats émis au profit de tiers au cours de la période d'inventaire (fournisseurs, volontaires, organismes sociaux) et aux produits constatés d'avance :

- *Le montant des dettes fournisseurs s'élève à 0,1 M€ ;*
 - *Le montant des charges à payer Fournisseurs s'élève à 4,1 M€. Le détail figure en II-12 ;*
 - *Le montant des dettes envers les allocataires, au titre des allocations de 2012 non encore versées (principalement du mois de décembre), s'élève à 0,4 M€ ;*
 - *Le montant des dettes fiscales et sociales s'élèvent à 0,9 M€ (dont 0,5 M€ de charges à payer) ;*
 - *Les sommes restant à régulariser sur 2013 s'élèvent à 0,03 M€. Elles se composent de rejets de virements des allocations aux volontaires dont les recherches de relevés d'identité bancaire valides sont en cours ;*
 - *Les subventions du Territoire de Belfort et de la Région Rhône Alpes d'un montant global de 1.2 M€ en contrepartie de la prise en charge de la subvention. Dans le cadre de la convention conclue avec la société 2IDE, les fonds reçus seront à reverser à la société 2IDE lorsque les dépenses seront engagées.*
 - *La somme portée au compte 4684-1 pour 0,5 M€ retrace la différence entre le montant du solde l'avance consentie par le ministère de la défense et les dépenses engagées par l'EPIDE au 31 décembre 2012. Cette somme sera à reverser au MINDEF à la fin de la convention en août 2013.*
 - *Le produit constaté d'avance s'élève à 1.6 M€, Il s'agit d'une avance sur la subvention DGEFP 2013.*
- *Le tableau n°4, Etat des échéances créances et dettes est disponible en annexe.*

II-12) Autres informations concernant le bilan

Charges à payer et produits à recevoir : les charges à payer permettent de rattacher à l'exercice des opérations pour lesquelles le service est fait mais dont les factures ne sont pas parvenues. De même, les produits à recevoir permettent de rattacher les droits acquis au cours de l'exercice pour lesquels la liquidation définitive n'a pas pu être réalisée.

Les charges à payer comptabilisées en 2012 s'élèvent à 4,6 M€ contre 6,6 M€, confirmant leur baisse régulière au fil des années :

- *0,8 M€ de dépenses d'investissement,*
- *3,3 M€ de dépenses de fonctionnement fournisseurs,*
- *0,5 M€ de dépenses de personnel,*

Les produits à recevoir comptabilisés s'élèvent à 8,5 M€. Il s'agit du versement attendu du Fonds Social Européen correspondant aux droits acquis au titre de 2012.

Les produits comptabilisés d'avance s'élèvent à 1,6 M€ et correspondent à un acompte de la subvention 2013 du Ministère de l'Emploi versé en 2012.

III) Notes relatives aux postes du compte de résultat

III-1) Produits d'exploitation

L'EPIDE n'a pas d'activité commerciale. Ses ressources sont essentiellement des subventions allouées par ses tutelles et le fonds social européen. Le chiffre d'affaires de sa filiale est retraité (flux internes –interco- lors de la consolidation des comptes).

Le montant des produits d'exploitation de l'EPIDE (EPA) constaté au cours de l'exercice en 2012 représente un total de 82,8 M€, dont :

Les subventions d'exploitation soit 70,7 M€ en provenance des ministères de tutelle représentent une forte part des ressources de l'établissement (ces subventions représentant respectivement 47 M€ - Ministère de l'Emploi et 23,7 M€ - Ministère de la Ville). Ces subventions englobent les 2 M€ versés par chacun des 2 ministères pour l'accueil des volontaires juniors. Il convient d'ajouter notamment, 0,4 M€ de taxe d'apprentissage affectée en fonctionnement, 10,0 M€ de produits au titre du Fonds Social Européen et 0,8 M€ au titre des subventions des collectivités locales.

Les reprises sur amortissements et provisions sont de 0,7 M€ :

- Reprise sur amortissement suite au retour par décret (Orcine-Fréjus-Monthéry-Ambtronay) pour 0,2M€*
- Reprise sur provisions pour 0,2 M€ (primes VI et litiges)*
- Reprise sur dépréciation pour 0,3 M€ (restitution d'Ambtronay)*

**— Subventions du Fonds Social Européen*

L'EPIDE bénéficie du remboursement après service fait d'une partie de ses charges d'exploitation, selon la convention passée entre l'établissement et le Fonds Social Européen (convention du programme 2007- 2013).

Les produits correspondants font, in fine, l'objet d'acomptes versés aux comptes financiers le solde des dépenses subventionnées intervenant a posteriori, après vérification des bilans de charges éligibles par la délégation générale de la formation et de l'emploi (D.G.E.F.P) pour certificat du service fait. Ces produits sont rattachés aux exercices dont relèvent les faits générateurs rapportés dans les bilans FSE.

Au cours de l'exercice 2012, il a été constaté en trésorerie le versement des droits acquis au titre de 2011 soit 8 M€, qui avaient été comptabilisés en produits à recevoir au 31 décembre 2011. Le solde (2 M€) a été encaissé en janvier 2013.

III-2) Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont déterminées à l'issue du vote du budget annuel par chapitres budgétaires. Sont à distinguer les charges de fonctionnement et les charges de personnel (calculées selon des droits budgétaires).

- *Modalités de calcul et montant de l'indemnité chômage :*

Le calcul estimatif des indemnités chômage s'effectue sur la base de calcul réglementaire des droits à allocation chômage selon des taux de l'UNEDIC en vigueur. L'établissement est en effet lié par convention à l'UNEDIC qui facture les indemnités effectivement versées.

Le montant des charges estimées est enregistré dans un compte de provision, les charges effectivement dues étant comptabilisées dans le compte de charges au vu des factures.

- *Précisions sur la nature, le montant et le traitement (PCG art. 531-2, point 14) :*

Les charges constatées correspondent aux réalisations (dépenses) effectuées sur les chapitres du budget voté. Elles sont de deux natures principales à savoir fonctionnement et charges de personnel.

Les charges d'exploitation se sont élevées en 2012 à 83,2 M€. Les achats de matières non stockées et de fournitures sont en baisse atteignant 4,1 M. Les charges de services extérieurs ont augmenté pour atteindre 14,3 M€, en partie du fait de l'augmentation des loyers qui prennent en compte les livraisons de travaux effectués par 2IDE et des travaux de maintenance dans les centres. Les charges liées à l'activité des centres (formations, hébergements, déplacements, restauration...) se sont élevées à 11,6 M€.

Les charges de personnel se sont élevées à 41,7 M€.

Les dépenses relatives aux volontaires d'insertion (primes, allocations, couvertures sociales) atteignent 8 M€ contre 8,3 M€ en 2011.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 3 M€

Le résultat d'exploitation 2012 s'élève à - 0,4 M€.

III-3) Charges et produits financiers

L'EPIDE a constaté 0,2 M€ de produits financiers en 2012 dont 0,05 M€ représentant des intérêts effectués sur des placements de trésorerie en compte à terme, le solde étant composé de 0,2 M€ de dividendes versés par la société 2IDE dont l'EPIDE détient 49% du capital.

En intégrant ces produits, le résultat courant de 2012 est porté à -0.1M€.

III-4) Charges et produits exceptionnels

Ces produits et ces charges ont un caractère exceptionnel par rapport aux produits et aux charges d'exploitation courantes et normales de l'établissement.

Les produits exceptionnels sont essentiellement composés du produit des cessions d'éléments d'actifs, à savoir la vente d'un terrain et de bâtiments à Bordeaux pour 0,9 M€

Les charges exceptionnelles (3.2 M€) se composent d'une part, de la constatation dans les comptes de 2012 du reversement à la société 2IDE de la subvention encaissée pour le centre de Belfort (0.85 M€) et d'autre part des valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés (terrain et bâtiments à Bordeaux pour 2,3 M€) ainsi que de pénalités diverses.

III-5) Résultat, impôts et taxes

Le résultat de l'exercice s'élève à -2,3M€.

La clôture de l'exercice laisse apparaître un résultat déficitaire qui peut être qualifié d'exceptionnel en raison des charges exceptionnelles comptabilisées en 2012.

Conformément à l'article L3414-6 du code de la Défense, Partie 3 - Livre IV –Titre 1^{er} « Etablissements publics à caractère administratif », l'EPIDE n'est pas soumis aux dispositions du 5° de l'article 206 du code général des impôts. En effet, établissement public administratif, l'EPIDE n'a pas d'activité à but lucratif. Cependant, la société filiale est assujettie à l'impôt sur les sociétés (régime réel normal).

En outre, conformément au décret de 2005 portant création de l'établissement, l'EPIDE n'est pas redevable de la taxe foncière.

IV) Autres informations

IV-1) Evénements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des comptes, l'EPIDE n'a pas connaissance d'événements post-clôture ayant un impact significatif sur les comptes.

IV-2) Filiales, participations

Le groupe EPIDE est ainsi constitué de l'Etablissement public d'Insertion de la Défense, et d'une seule filiale « 2IDE SA » société anonyme. Cette société met à disposition de l'EPIDE des immeubles par nature permettant à l'EPIDE de réaliser son activité d'insertion de jeunes en difficulté. La filiale 2IDE est donc fournisseur de l'EPIDE sous forme de redevances locatives. La méthode de consolidation retenue est celle de l'intégration proportionnelle du fait du contrôle conjoint.

Les transactions et soldes intra groupe entre les deux entités (holding et filiale) sont alors éliminés pour la présentation des comptes consolidés.

Les comptes consolidés (bilan et compte de résultat) reprennent ainsi le montant des comptes sociaux de l'établissement, ceux de la filiale et la quote-part intégrable dans les comptes du groupe (hors retraitement pour élimination des flux intra-groupe).

L'EPIDE détient 49% des parts sociales de la Société 2IDE, filiale à 51% de la Caisse des dépôts et consignations.

Voir le tableau n°5 des filiales et participations.

IV-3 Engagements hors bilan

- *Engagements de retraite :*

Outre les cotisations au régime général de la sécurité sociale, les agents relèvent d'un régime de retraite complémentaire.

L'EPIDE employant des contractuels, ceux-ci sont obligatoirement affiliés à l'IRCANTEC, régime de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques. Il s'agit d'une retraite par répartition suivant un régime de points. L'IRCANTEC est un régime réglementaire, créé par décret du 23/12/1979 modifié.

Les cotisations sont calculées sur la base des taux en vigueur par rapport au plafond de la sécurité sociale ce plafond délimite les tranches A (fraction inférieure ou égale au plafond de la sécurité sociale) et B (fraction supérieure au plafond de 36 372 €). Les taux applicables à ces tranches sont respectivement de 5,88 % et de 17,80% en 2012.

Les montants versés sont traduits en points par l'organisme de retraite (nombre de points = total de la cotisation théorique (part agent + part employeur).

En 2012, le montant total des versements effectués à l'IRCANTEC , au titre des charges salariales et patronales, s'élèvent à 1,6 M€.

- *Crédit-bail : Les informations à donner doivent permettre le retraitement des opérations de crédit-bail et de location financement (art. R 313-14 du c. monétaire et financier ; OEC, avis 1-29 ; PCG art. 531-2, point 9, 532-11 et 532-12).*

L'EPIDE ne réalise pas d'opérations de location avec option d'achat (absence de crédit-bail).

- *Autres engagements hors bilan reçus*

L'EPIDE doit recevoir 2 M€ au titre de la mise en œuvre de la loi Ciotti et de l'accueil de volontaires juniors (1M€ en provenance du ministère de la défense et 1M€ du ministère de la justice). Ces sommes sont comptabilisées en débit du compte 802.

- *Autres engagements hors bilan donnés*

Le décret n°2009-310 portant sur l'apport des propriétés (Strasbourg et Toulouse), valorisées à 7,4 M€, fait mention d'un retour à l'Etat, en pleine propriété, et à titre gratuit, de ces immeubles, lorsqu'ils ne sont pas ou ne seront plus affectés aux missions prévues.

L'EPIDE est locataire auprès de la société 2IDE. L'établissement loue actuellement 8 centres d'insertion, à ce titre il est redevable de loyers. L'EPIDE s'est engagé par bail à verser la totalité des loyers, soit par une location jusqu'au terme du bail, soit par le versement de la totalité des loyers dus au titre du bail en cas de rupture anticipée du bail.

Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis au titre du droit individuel à la formation s'élève à 67549 heures au 31/12/2012 pour l'ensemble des salariés concernés.

L'EPIDE a signé le 29 juin 2012 une convention avec le département du Territoire de Belfort. Cette convention constate des obligations réciproques entre l'EPIDE et le Territoire de Belfort pour la création d'un centre à Belfort. L'EPIDE s'est ainsi engagé en contrepartie d'une subvention d'un montant de 1,1 Meuros aux fins de réalisation d'un centre à :

- à ne pas modifier la destination du bien immobilier pendant une durée minimale de dix ans,
- à exploiter et à maintenir en état le centre,
- à transmettre les documents financiers, juridiques, comptables et sociaux demandés par la collectivité.

Par ailleurs, l'EPIDE a signé le 3 décembre 2012 une convention avec 2IDE. La convention définit les modalités de versement des subventions octroyées par le département du Territoire de Belfort pour la création d'un centre à Belfort. L'EPIDE s'est ainsi engagé à exploiter et à maintenir le centre créé, à ne pas modifier la destination du bien immobilier pendant une durée minimale de dix ans et à informer 2IDE de tout événement concernant l'exécution de la convention du 29 juin 2012 mentionnée ci-dessus.

IV-4) Effectifs

- Ventilation par catégories des effectifs (équivalents temps plein au 31/12/2012), selon la répartition suivante :

Emplois rémunérés par l'établissement, sous statut de droit public :

- Effectif au 31/12/2012 : 966 dont 11 titulaires (agent fonctionnaire par voie de détachement) et 955 non titulaires contractuels de droit public
- moyenne ETP mensuels : 976
- plafond d'emploi : 968

IV-5) Autres informations

Les honoraires 2012 des commissaires aux comptes pour la certification des comptes annuels et consolidés 2011 sont pour le cabinet Ernst et Young et autres de 38 307,88 € et pour le cabinet Tuillet Audit SA de 29 012.16 €.

DOCUMENTS ANNEXES

- ***TABLEAU 1 : TABLEAU DES IMMOBILISATIONS***
- ***TABLEAU 2 : TABLEAU DES AMORTISSEMENTS***
- ***TABLEAU 3 : TABLEAU DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS***
- ***TABLEAU 4 : ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES***
- ***TABLEAU 5 : TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS***

TABEAU 1 : TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Rubriques	Situations et mouvements			Valeur brute à la clôture de l'exercice
	Valeur brute à la fin de l'exercice précédent	Augmentations	Diminutions	
Immobilsations incorporelles				
Frais de recherche	130 901.29			121 635.29
Logiciels	793 280.07	3 016.13	9 266.00	795 339.40
Concessions	206 695.88	111 146.16	956.80	317 842.04
Immobilsations corporelles				
Terrains	27 244 519.66	12 750.00	5 018 837.38	22 238 432.28
Bâtiments	12 810 000.34	17 097.67	1 950 236.12	10 876 861.89
Installations générales sur propriété EPIDE	6 350 690.96	4 574 738.82	30.01	10 925 399.77
Installations spécifiques	619 570.79	12 868.78	7 658.63	624 780.94
Matériel	1 022 677.09	196 615.67	48 254.22	1 171 038.54
Outilsage	169 993.97	765.69	1 316.50	169 443.16
Installation générales EPIDE non propriétaire	3 301 093.29	1 872 201.48	151 835.04	5 021 459.73
Matériel de transport	642 494.84	52 393.91		694 888.75
Matériel informatique	1 807 138.13	239 569.16	5 282.52	2 041 424.77
Mobilier	3 744 348.84	837 767.98	256 199.35	4 325 917.47
Matériel divers	1 446 712.90	218 311.33	28 537.48	1 636 486.75
Participations				
Participation Zide	12 565 642.00			12 565 642.00
Immobilsation financières				
Dépôt de garantie loyers	828 876.28	148 030.13	1 016.37	975 890.04
Dépôt de garantie UNEDIC (27512 / 27512-1)	288 000.00		86 000.00	202 000.00
Dépôt de garantie UNEDIC Cae (27512-2)	142 000.00		46 000.00	96 000.00
Dépôt de garantie Cheques vacances (27518)		2 500.00		2 500.00
Immobilsations en cours				
Aménag. installations générales -propriétaire	209 915.87	4 944 881.78	4 350 255.09	804 542.56
Installation à caractère spécifique	13 055.98		13 055.98	
Matériel	62 819.31		62 819.31	
Installations générales (2318 /23181)	410 109.84	1 717 768.91	1 611 035.23	516 843.52
Matériel de transport	5 480.01		5 480.01	
Matériel informatique	54 119.12		54 119.12	
Mobilier	240 134.32	1 998.77	242 133.09	
Equipement divers	32 907.59		32 907.59	
Logiciels (2325 /23258)	64 763.40	100 231.26	64 763.40	100 231.26
TOTAL	75 207 941.77	15 064 653.63	14 047 995.24	76 224 600.16

TABEAU 2 : TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Rubriques	Montant des amortissements cumulés à la fin de l'exercice récépéd compte 28	Corrections 2012	Dotations compte 681	Dotations compte 687	neutralisation compte 776	Diminution débit 28	Montant des amortissements à la clôture
Immobilisations incorporelles	775 802,65	-	204 904,76	-	-	9 274,73	971 432,68
Frais d'établissement							
Frais de recherche	95 101,69		14 084,30			9 266,00	99 919,99
Logiciel	512 800,06		149 033,64			8,73	661 824,97
Concession	167 900,90		41 786,82				209 687,72
Immobilisations corporelles	8 976 227,33	48 931,36	2 617 091,29	182 423,45	-	941 268,62	10 883 404,81
Bâtiments	2 531 304,84		464 721,38			442 183,35	2 553 842,87
Installations générales propriétés EPIDE	396 209,12		367 741,70			1,52	763 949,30
Installations spécifiques	181 611,00	64,25	63 223,87	4 739,61		7 658,63	241 980,10
Matériel	310 719,94		112 429,89	26 013,80		48 254,22	400 909,41
Outillage	128 806,98		11 816,24	459,50		1 316,50	139 766,22
Installation générales propriétés non EPIDE	646 015,10	1 490,25	433 925,08	86 640,79		151 835,04	1 016 236,18
Matériel de transport	621 132,46	42 160,93	14 045,53				677 338,92
Matériel informatique	1 266 270,39		205 489,61	682,28		5 282,52	1 467 159,76
Mobilier	2 258 864,58	4 928,31	647 708,80	51 621,48		256 199,35	2 706 923,82
Matériel divers	635 292,92	287,62	295 989,19	12 265,99		28 537,49	915 298,23
Total	9 752 029,98	48 931,36	2 821 996,05	182 423,45	-	950 543,35	11 854 837,49

TABLEAU 3 : TABLEAU DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Intitulés	Situations et mouvements			
	15/29	68	78	15/29
	BE 2011	Dotations	Reprises	31/12/2012
15 Provisions	2 105 379.38	600 354.09	176 580.00	2 529 153.47
1511 Prov. pour litiges	366 000.00		61 920.00	304 080.00
1516 Prov. sur contrat	769 388.00		114 660.00	654 728.00
1518 Autres prov pour risques	969 991.38	418 354.09		1 388 345.47
1581 Prov pour remise en état		182 000.00		182 000.00
29 Dépréciations	288 415.19	0	288 415.19	0
2911 Dépréciation terrains	166 666.00		166 666.00	0
2913 Dépréciation bâtiments	121 749.19		121 749.19	0
2966 Dépréciation financière				0
Total	2 393 794.57	600 354.09	464 995.19	2 529 153.47

TABLEAU 4 : ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

CREANCES				DETTES				
Intitulé	Montant net au bilan	Degré de liquidité de l'actif		Intitulé	Montant net au bilan	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances				Echéances		
	à moins 1 an	à plus 1 an			à moins 1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans	
CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE :				EMPRUNTS :				
- Créances rattachées à des participations				- Emprunts et dettes financières divers				
- Prêts				DETTES :				
- Autres créances immobilisées				- Dettes sur achats ou prestations de services et comptes rattachés	4 251 799.23	4 251 799.23		
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT :				- Dettes fiscales et sociales	913 298.01	913 298.01		
- Créances résultant de ventes ou de prestations de services et comptes rattachés	8 539 256.75	8 539 256.75		- Dettes sur valeurs immobilisées et comptes rattachés				
- Avance versée sur commande				- Dettes diverses	2 185 331.40	2 185 331.40		
- Créances diverses	4 719 369.77	4 719 369.77		- Compte transitoire et de régularisation	450.50	450.50		
- Compte transitoire et de régularisation	19 306.86	19 306.86		- Produits constatés d'avance	1 590 528.00	1 590 528.00		
- Charges constatées d'avance				TOTAL	8 941 407.14	8 941 407.14	0.00	
TOTAL	13 277 933.38	13 277 933.38	0.00				0.00	

TABEAU 5 DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Données en K€

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Valeurs comptables des titres détenus	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Prêts et avances consentis et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par l'EPIDE au cours de l'exercice	Observations
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations									
1. Filiales			Brute/Nette						
N/A									
2. Participations									
21DE, Immobilier Insertion Défense Emploi 72 avenue Mendès-France, 75 013 Paris Numéro SIREN 48877146000018 code APE 4110A	25 644	26 050	12 566	49%	652	7 182	253	205	
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
1. Filiales non reprises au \$A									
a. Filiales françaises (ensemble)									
b. Filiales étrangères (ensemble)									
2. Participations non reprises au \$A									
a. Dans des sociétés françaises (ensemble)									
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)									
TOTAL	25 644	26 050	12 566		652	7 182	253	205	

TABLEAU 6 : TABLEAU DES AFFECTATIONS DE RESULTATS

Report à nouveau 110			
Report à nouveau antérieur		27 640 556,65	25 331 469,29
Corrections 2011		-43 186,74	
Résultat de l'exercice affecté au report à nouveau		-2 265 900,62	
Réserves 106			
Affectations aux réserves antérieur		7 468 465,97	7 468 465,97
Résultat de l'exercice affecté en réserve			
TOTAL		32 799 935,26	32 799 935,26